

Arrondissement de Grasse

COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 juin 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	19	6

N° de la séance : 02

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Appel à projet -
Thématique « Accès au droit » -
Attribution d'une subvention pour l'année
2016

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.086

Date de la convocation :
Le 31/05/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 JUIN 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUIN 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 06 juin à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Pierre MASCARELLI, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'accès au droit.

L'association HARJES, conformément à ses statuts, exerce notamment une mission d'accès au droit s'adressant à toute personne, quels que soit son âge, son sexe, sa nationalité, son lieu de résidence et son niveau de vie.

Cette mission s'effectue dans le cadre de permanences réalisées dans les Antennes de Justice d'Antibes Juan les Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan durant la période du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2018.

Un appel à projets a été lancé en avril 2016 afin de recueillir les différentes propositions. Après étude des dossiers, l'association HARJES a été désignée pour mettre en œuvre l'action d'accès au droit décrite ci-dessus.

Le budget annuel de cette action s'élève à 18 750 € et l'action ne se déroulera qu'à compter du 1^{er} juillet 2016. La C.A.S.A. souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 7 500 € pour l'année 2016

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à l'association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à cette délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention à attribuer.

Cette action bénéficie de cofinancements de la part de l'Etat notamment du Ministère de la Justice dans le cadre du dispositif BAV.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Considérant que l'action d'accès au droit de l'association HARJES s'inscrit dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette action de l'association pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016,

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2016,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 7 500 € à l'association HARJES pour l'année 2016,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association HARJES et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le chapitre 6574, fonction 03 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 7 500 € à l'association HARJES pour l'année 2016,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association HARJES et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le chapitre 6574, fonction 03 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION HARJES

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 06 juin 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'association dénommée HARJES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider, dans la mesure de ses moyens et de ses compétences, à la résolution de problèmes humains, dont le siège social est situé 31-33 rue Marcel Journet - 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Bernard SEGUIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **HARJES**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, l'association HARJES exerce notamment une mission d'accès au droit s'adressant à toute personne quels que soit son âge, son sexe, sa nationalité, son lieu de résidence et son niveau de vie.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences au sein des antennes de Justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, HARJES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit en assurant notamment une prise en charge du public dans le cadre de permanences réalisées au sein des antennes de justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan.

L'action d'accès au droit mise en place par l'association HARJES doit permettre aux usagers en difficulté sur des questions juridiques d'être orientés et informés.

Le contenu opérationnel de l'action est défini par l'association HARJES.

L'association HARJES s'engage à assurer le maintien de l'action en période estivale et en fin d'année.

Les situations pouvant provoquer l'annulation de l'action et sa non reprogrammation sont les suivantes :

- Les congés légaux et conventionnels, sur la base de cinq semaines par an ;
- La formation et l'information professionnelles, sur la base d'une semaine par an.

En cas d'absence, l'association HARJES devra en aviser l'antenne un mois à l'avance.

S'agissant des situations d'absence pour raisons de maladie ou d'accident dont la durée excède une semaine, l'association HARJES s'engage à pourvoir au remplacement de l'intervenant par un professionnel présentant les compétences requises. En cas de difficulté dans cette recherche occasionnant d'importants délais, un référent de l'association sera désigné pour assurer les permanences.

L'association HARJES n'est pas habilitée à sous-traiter l'exécution de tout ou partie de l'action.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour la période du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016.

L'évaluation positive de l'action conditionne son renouvellement annuel.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total annuel estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 18 750 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux annuels estimés prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 29 950 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 Deuxième avenue, quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis/ Biot : un bureau au 2 Place des Amouriers/ Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau au 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique que les intervenants de l'association pourront utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et / ou des responsables d'antenne.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A. L'oblitération est prise en charge par la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 11 200 € par an et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que l'association intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

HARJES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 7 500 € pour l'année 2016.

En conséquence, le soutien financier total de la C.A.S.A. en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 13 100 € pour l'année 2016.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans l'appel à projet.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

6.1 Bilans trimestriels et annuels

L'association s'engage à fournir tous les trois mois, pour chaque antenne et globalement, et ce jusqu'au terme de l'année, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis par ses soins.

L'évaluation et le suivi de l'action conditionnent son renouvellement annuel.

6.2 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

HARJES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association HARJES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année suivante.
- Si l'association HARJES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par

l'association HARJES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

HARJES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

HARJES et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association HARJES,
Le Président

Bernard SEGUIN

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
La Vice- Présidente déléguée à
La Politique de la Ville

Michelle SALUCKI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/06/2016
Numéro : BC.2016.086
Nature : DE - Deliberations
Objet : Appel à projet - Thématique " Accès au droit " - Attribution d'une subvention pour l'année 2016
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 110937083
Référence envoi : IDF2016-06-23T09-23-06.00
Envoyé le : 23/06/2016
à (TU) : 07h23:24

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/06/2016
Identifiant : 006-240600585-20160606-AOI_6085-DE

Acte reçu

Date : 06/06/2016
Numéro interne : AOI_6085
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Appel à projet - Thématique " Accès au droit " - Attribution d'une subvention pour l'année 2016
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160606-AOI_6085-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160606-AOI_6085-DE-1-1_2.pdf